



**PRÉFET  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 31/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VICAT SA**

Rte des usines  
38390 Montalieu-Vercieu

Références : 20230731-Is121SS  
Code AIOT : 0006100831

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement VICAT SA implanté FETAISE 38390 Bouvesse-Quirieu. L'inspection a été annoncée le 11/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VICAT SA
- FETAISE 38390 Bouvesse-Quirieu
- Code AIOT : 0006100831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Fetaise est une carrière de calcaire qui est utilisée lors des périodes d'arrêt techniques de la carrière de Mépieu. Elle est autorisée pour une production maximale de 1,5 Mt/an.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des émissions : air, poussières, vibrations ;
- suivi administratif.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	registre et plan	Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 7.7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée et exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 2 et 7.3	/	Sans objet
2	Clotures et barrières	Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 5	/	Sans objet
3	information du public	Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 6.1	/	Sans objet
4	abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 7.4 et 14.2	/	Sans objet
6	pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La carrière de Fetaise est utilisée épisodiquement en fonction des arrêts de la carrière de Mérieux. Les différentes émissions sont suivies. Une mise à jour du plan de phasage permettant le calcul des garanties financières est à initier.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Production autorisée et exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 2 et 7.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 1 500 000

tonnes/an. La côte limite en profondeur est de 204 mNGF pour une épaisseur d'extraction maximale de 51 m et 2 m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique dont le niveau sera contrôlé par piézomètres.

**Constats :**

L'exploitation de cette carrière est réduite et très inférieure au maximum autorisé. Il s'agit d'un site permettant de continuer à alimenter la cimenterie en cas de difficultés techniques sur la carrière de Mépieu.

La cote fond de fouille est respectée au regard du plan d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 : Clôtures et barrières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

**Constats :**

Une clôture 3 fils est installée sur les zones d'accès aux fronts. Des merlons et un panneautage sont également mis en place ; le côté de la carrière bordé par le Rhône n'est pas clôturé.

L'accès au site est compris dans le périmètre de la cimenterie. Il est sécurisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : information du public**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 6.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Constats :**

Le panneau d'information est bien en place à l'entrée du site, entrée qui se trouve toutefois dans l'emprise de la cimenterie et de ce fait non accessible au public.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : abattage à l'explosif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 7.4 et 14.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables et dans le créneau d'heures suivant : 9 h –12h et 14h-18h. Le plan de tir est tenu à disposition du DRIRE . Pour les tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 décibels linéaires. – Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les tirs font l'objet d'un suivi systématique des vibrations et de l'onde de surpression. Les tirs ont lieu en fin de matinée.</p> <p>Au cours de l'année 2022, 7 tirs ont été réalisés. Les valeurs maximales au point d'enregistrement sont de 1mm/s pour les vibrations et 121 dB(L) pour l'onde de surpression.</p> <p>L'ensemble de ces informations est récapitulé par l'exploitant sur un tableau de suivi des tirs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : registre et plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/1996, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre.</li> <li>les bords de la fouille</li> <li>les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs</li> <li>les zones remises en état</li> <li>des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation. La dernière mise à jour date de janvier 2023. Il comporte l'ensemble des items requis.</p> <p>Un deuxième plan relatif aux zonages (surfaces S1, S2 et S3 utilisées pour le calcul des garanties financières) est établi en parallèle.</p> <p>Ce plan mérite une actualisation (notamment en ce qui concerne les zones remises en état)</p>

laquelle sera utilisée au besoin pour réviser les garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les « exploitations » de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi des retombées des émissions de poussières est effectué trimestriellement.</p> <p>Le point le plus impacté au cours de l'année 2022 donne une valeur de 109 mg/m<sup>2</sup>/jour très en deçà de la valeur limite.</p> <p>Pendant les campagnes de prélèvement, une station météo est mise en place par le laboratoire chargé des mesures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet